

Amendement 13

Marije Cornelissen, Hélène Flautre, Franziska Keller, Ulrike Lunacek
au nom du groupe Verts/ALE

Rapport**A7-0042/2009****Tanja Fajon**

Liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation

(COM(2009)0366 – C7-0112/2009 – 2009/0104(CNS))

Proposition de règlement – acte modificatif**Considérant 3***Texte proposé par la Commission*

(3) Une direction de coordination spéciale établie à Belgrade sera chargée de recueillir les demandes de passeports présentées par les personnes résidant au Kosovo tel que visé dans la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que par les personnes dont le certificat de nationalité a été délivré pour le territoire du Kosovo tel que visé dans ladite résolution, et de leur délivrer ces passeports. Toutefois, compte tenu de préoccupations sécuritaires concernant notamment les possibilités d'immigration clandestine, les titulaires de passeports serbes délivrés par cette direction de coordination spéciale (en serbe: *Koordinaciona uprava*) doivent être exclus du régime d'exemption de visa accordé à la Serbie.

Amendement

(3) Une direction de coordination spéciale établie à Belgrade sera chargée de recueillir les demandes de passeports présentées par les personnes résidant au Kosovo tel que visé dans la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que par les personnes dont le certificat de nationalité a été délivré pour le territoire du Kosovo tel que visé dans ladite résolution, et de leur délivrer ces passeports. Toutefois, compte tenu de préoccupations sécuritaires concernant notamment les possibilités d'immigration clandestine, les titulaires de passeports serbes délivrés par cette direction de coordination spéciale (en serbe: *Koordinaciona uprava*) doivent être exclus du régime d'exemption de visa accordé à la Serbie. ***Étant donné que la frontière entre la Serbie et le Kosovo est aux yeux des autorités serbes une frontière administrative, ce qui pourrait nuire à l'efficacité des contrôles frontaliers entre les deux États, la Commission devrait demander au gouvernement serbe de mettre en œuvre à cette frontière les mêmes mesures et les mêmes contrôles qu'il applique à ses autres frontières reconnues internationalement.***

Justification

Le ministère de l'intérieur de la République de Serbie et EULEX ont signé au mois d'août un protocole sur la coopération policière qui a été demandé par la Commission pour que la Serbie puisse bénéficier de l'exemption de visa pour l'UE. L'accord sur les douanes n'a pas encore été négocié. Indépendamment du statut du Kosovo, la Serbie devrait appliquer et mettre en œuvre à la frontière avec le Kosovo les mêmes contrôles standard qu'elle applique à toutes les autres frontières reconnues internationalement.